**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 16 décembre 2013

CP 13/12-17

L'an deux mille treize, le 16 décembre à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Quorum à l'ouverture de la réunion (présents ou ayant donné procuration de vote) : MM. Baylet, Empociello, Cambon, Massip, Astoul, Albert, Gonzalez, Descazeaux, Roger, Roset, Hébral, Marty, Lavabre, Capayrou et Quéréilhac.

**Avenant n° 2 au Contrat Local d'Engagement
contre la précarité énergétique**

Depuis le 1er janvier 2010, le Conseil Général est délégataire des aides à la pierre. Il a donc la responsabilité des crédits de l'Anah qui lui sont affectés mais aussi la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de logement social.

L'Etat, dans le cadre des investissements d'avenir, a créé un programme d'aide spécifique à la rénovation thermique des logements " habiter mieux " qui permet de soutenir la lutte contre la précarité énergétique.

La lutte contre la précarité énergétique est plus que jamais une priorité du Plan Rénovation Energétique de l'Habitat annoncé par le Président de la République le 21 mars 2013.

Le contenu :

Ce programme national, doté d'un fonds, le fonds d'aide à la rénovation thermique (FART), d'un montant de 500 millions d'euros, est géré par l'Anah et vient en complément des aides habituelles. Il est destiné à aider 300 000 propriétaires occupants à financer les travaux de rénovation thermique les plus efficaces, pour diminuer **d'au moins 25 % les déperditions d'énergie.**

Au niveau régional, une enveloppe de 3,3 millions d'euros est affectée à ce programme.

Les bénéficiaires :

Il s'agit des propriétaires occupants aux revenus modestes ou très modestes qui bénéficient des aides aux travaux de l'Anah.

Les conditions d'octroi :

L'octroi de cette aide est soumis à l'existence d'un **contrat local d'engagement (CLE) contre la précarité énergétique** sur le territoire du délégataire (le Conseil Général), pour lequel l'Assemblée Départementale a délibéré lors du Budget Primitif le 21 avril 2011 sur le principe ainsi qu'en Commission Permanente du 26 août 2011 pour sa mise en oeuvre.

Depuis, ce sont 216 propriétaires occupants qui ont bénéficié de cette aide départementale pour un montant de 107 800 € au total.

Aujourd'hui, il convient de procéder à la signature de l'avenant à ce contrat afin de permettre aux propriétaires occupants modestes et très modestes de continuer à bénéficier de ces aides.

Cet avenant au contrat définit les nouvelles conditions d'éligibilité des ménages propriétaires occupants au programme national «habiter mieux », conditions relatives à leurs ressources et aux travaux d'économies d'énergie à réaliser avec l'assistance d'un opérateur technique.

Sont également déclinés dans ce contrat les objectifs à atteindre sur la période 2014-2017 soit, sur le territoire de la délégation départementale, 780 logements.

Afin de mettre en oeuvre ce contrat, les parties ont défini les conditions financières de leurs interventions :

* L'Anah, selon sa politique en vigueur :

- Ingénierie : prime par logement objet d'une aide aux travaux, d'un montant de 413 € en secteur programmé (part variable de la subvention au titre du suivi-animation) ou 550 € dans le cadre d'un PIG labellisé Habiter Mieux et de 550 € en secteur diffus (AMO).

- Aide de solidarité écologique (ASE) :

- . propriétaires occupants de ressources modestes et très modestes : ASE de 3 000 €, qui peut être majorée à due concurrence des aides accordées par les collectivités locales, dans la limite d'un plafond de 3 500 €,
- . propriétaires bailleurs : ASE de 2 000 € par logement,
- . syndicat de copropriétaires de copropriétés en difficulté : ASE de 1 500 € par lot.

* L'Etat, par son concours via l'Anah, aux prestations d'ingénierie et à la réalisation des travaux,

* La Région Midi-Pyrénées, par l'émission d'un éco-chèque logement de 1 500 € par propriétaire occupant bénéficiaire des aides de l'Anah ou 1 000 € pour un propriétaire bailleur,

* Le Conseil Général, par l'attribution, en application de la délibération du 21 avril 2011, d'une aide de 500 € par propriétaire occupant modeste ou très modeste bénéficiant du programme sur son territoire de délégation.

Je vous serais obligé de bien vouloir approuver le présent avenant au Contrat Local d'Engagement et m'autoriser à le signer.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve l'avenant n° 2 au contrat local d'engagement contre la précarité énergétique ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département l'avenant n° 2 correspondant.

Adopté à l'unanimité.

Le Président